

" contrôler aujourd'hui... "

• pour un manifeste de combat

« Ces considérations préliminaires ont souffert de ce qu'on a tenté de réunir deux choses inconciliables : on a voulu en faire un programme, et, en même temps, les commentaires de ce programme. On craint de n'être pas assez clair en choisissant des formules brèves et frappantes. A mon avis le programme doit être aussi court et précis que possible. (...) La phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue ».
F. ENGELS, Critique du Programme d'Erfurt.

Solidaires sans réserve du projet de Manifeste élaboré par le Secrétariat — dont nous proposons la prise en considération, nous ne pensons cependant pas qu'en sa forme actuelle, ce texte réponde à tout ce que l'on doit attendre du VIII^e Congrès.

— Sa longueur ne permet pas d'en faire le seul instrument de propagande. Qu'il soit publié sous forme de livre de poche est nécessaire : l'intérêt qu'il a déjà suscité le prouve. Mais un texte plus ramassé et percutant s'impose, permettant une diffusion de masse centrée sur le programme de transition.

— La réflexion n'interdit pas la prise de position. Il est indispensable que les choix révolutionnaires du P.S.U. ne soient pas trop noyés dans la masse d'interrogations et d'esquisses de réponses que suscite toute recherche.

Le texte ci-dessous essaye de compléter dans ces deux directions le texte du Secrétariat, sans prétendre en même temps en restituer toute la richesse. Nous espérons qu'en outre il aidera le travail des militants dans la préparation du Congrès.

Le programme commun P.C.-P.S. repose sur un « malentendu » entre les organisations ouvrières traditionnelles et la masse des travailleurs qui, depuis cinq ans, ont donné une

nouvelle dimension au combat pour leur libération : il feint de donner une réponse immédiate à ce combat, mais ne lui offre de perspective que dans le régime actuel légèrement amendé, parce qu'il est le fruit de la rencontre entre des hommes d'appareils qui, ou ne croient plus depuis longtemps au socialisme, ou n'osent plus en parler tant serait rebutant le seul visage qu'ils peuvent en présenter.

De la persistance de ce malentendu, les organisations qui se situent dans l'héritage de mai 68 seraient également responsables si elles ne sont pas en mesure :

- 1) de réaffirmer que la situation des sociétés économiquement avancées et notamment de la France, non seulement n'est pas contradictoire avec le socialisme, mais l'appelle ;
- 2) de définir les fins poursuivies pour que les principes fondamentaux en soient suffisamment clairement énoncés pour guider l'action aujourd'hui ; c'est ce qui fonde notamment l'importance donnée à l'autogestion ;
- 3) d'expliquer le chemin à suivre pour y parvenir ;
- 4) de proposer un programme qui fasse la jonction entre les aspirations immédiates des masses populaires et la révolution dont elles sont porteuses.

I. LE SOCIALISME EST A L'ORDRE DU JOUR

1. L'évolution même du capitalisme engendre une actualité toujours plus grande du socialisme

Si le développement des forces productives a permis d'inclure dans la rémunération de la force de travail des biens jadis réservés aux couches privilégiées de la bourgeoisie, cet accroissement de la consommation des travailleurs, lié à la production de masse, n'a atténué ni leur exploitation, ni les différences de situation matérielle entre classes. Si l'on va au-delà

des apparences, c'est le contraire qui s'est produit.

a) le produit échappe toujours plus au producteur.

A l'échelle internationale, le renforcement continu de l'impérialisme se traduit par des stratégies de développement plus que jamais contradictoires avec les intérêts des travailleurs, appelant de leur part une nouvelle conscience internationaliste.

● Les « firmes multinationales » se sont essentiellement constituées à partir de grands monopoles nationaux (généralement américains) qui ont étendu leurs activités à l'ensemble du globe. Cette extension leur a permis de contrecarrer toute politique étatique contraignante, et de jouer sur les contradictions entre Etats nationaux. Ceux-ci n'ont pour autant rien perdu des attributions qui leur sont conférées par les classes dominantes (et au premier chef le maintien du taux de profit et de l'ordre bourgeois). Ainsi se dessine une nouvelle répartition des tâches qui accentue le caractère formel des démocraties nationales.

● La création d'un vaste marché européen a débouché sur l'absorption de firmes nationales par des firmes américaines (cf. ci-dessus), ou sur un processus de concentration à l'intérieur des états nationaux, subordonnant l'orientation de la production, le développement régional, etc.) aux impératifs de la concurrence mondiale.

● Les pays sous-développés se transforment en réservoirs de main-d'œuvre surexploitée. Les pays impérialistes, ou bien exportent du capital pour faire exécuter à bas prix un travail n'exigeant aucune qualification, ou importent du travail. Ainsi en est-il du capitalisme européen à l'égard des pays du bassin méditerranéen.

La division sociale du travail n'a cessé de s'accroître (Projet, p. 50, 1, a).

b) derrière l'augmentation du niveau de vie, l'accroissement des inégalités.

Les disparités de revenu s'accroissent. Avec l'aide de l'inflation, la hiérarchie des salaires s'accroît. L'extension du capitalisme à de nouveaux secteurs (agriculture, distribution) crée de nouvelles couches paupérisées. Le maintien d'un taux de chômage élevé, l'exode rural, l'immigration, permettent de constituer une armée de réserve considérable.

Les conditions de vie collective compensent de moins en moins les difficultés croissantes d'existence dans un monde industriel et urbain. Soumettant à la loi du profit les activités « rentables », lui sacrifiant les autres, le capitalisme impose un mode de vie (boulot-méto-télé-dodo) auquel il est d'autant plus difficile

d'échapper que le niveau de vie est faible.

La production elle-même se traduit par un gâchis dont les plus faibles sont les premières victimes. Car le marché permet aux plus favorisés de le supporter mieux. Face à la dégradation de la qualité de la production de masse apparaît un second marché où l'on vend l'hygiène (produits alimentaires), la sécurité (automobile), etc., aux couches fortunées. Face à la pollution apparaît un marché des ressources naturelles rares (l'air et le silence dans les villes, l'eau, la montagne, la mer).

Ainsi le capitalisme pose-t-il lui-même la question : à quoi sert la croissance ? Mais le débat ainsi posé s'enferme très souvent dans un faux dilemme : ou bien l'espoir de « s'en tirer » individuellement (les quelques-uns qui y parviendront servant alors à faire miroiter cet espoir au plus grand nombre), ou bien, par assimilation du développement des forces productives au développement capitaliste, les réactions de fuite ou de rêve de formes primitives d'organisation sociale — c'est-à-dire jeter le bébé avec l'eau sale.

Faux dilemme parce que seul le socialisme apporte la vraie réponse. Nous le verrons ci-dessous (II) ; mais QUI peut prendre en charge cette réponse ?

2. Les forces existent pour le combat socialiste.

On assiste actuellement en France à un affaiblissement des positions de la bourgeoisie, fondé sur une crise non pas économique, mais sociale et politique, issue de la grève générale de 1968.

La bourgeoisie, après avoir serré les coudes sous l'effet de la grande peur de mai, se divise ; ses diverses fractions sont hésitantes sur la réponse à apporter à cette crise qui menace leur pouvoir. Une partie de la grande bourgeoisie (cf. C.N.P.F., Jeanneney) lâche l'U.D.R. qui lui semble trop compromise et incapable de résoudre avec souplesse la crise sociale (comme l'a prouvé sa dernière bévue : remplacer Chaban-la-carotte par Messmer-le-bâton). Aussi paraît-elle s'orienter vers une coalition droite-centre plus maniable. Mais si un tel replâtrage peut lui donner un sursis, il sera insuffisant pour restaurer un pouvoir qui s'effrite chaque jour davantage.

Les formations réformistes, qui se rendent compte que la classe ouvrière aspire à des changements profonds, ont été contraintes à s'unir autour d'un programme qui est obligé de prétendre « changer la vie ». Mais l'unité de formations qui n'ont guère soutenu leurs luttes récentes n'incite guère les travailleurs à se montrer enthousiastes. Mai 68 ne saurait se transformer en tremplin pour réformettes.

a) Les forces sociales en mouvement.

La classe ouvrière constitue le noyau des forces du combat socialiste. Ses conditions d'existence, sa place



dans le processus de production, sa conscience de classe, la mettent dans une position privilégiée pour contester et bouleverser les rapports de production. Et il faut se garder de toute tendance en général (même s'il faut le faire en fonction des réalités de tel combat) à privilégier une partie ou une autre de la classe (O.S., ouvriers qualifiés, techniciens, etc.) sous peine de risquer de briser son unité dans la lutte.

Pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, il est nécessaire qu'elle groupe autour d'elle et sous sa direction politique l'ensemble des couches populaires anticapitalistes :

b) les luttes montrent la voie

— les autres couches salariées (Projet p. 37, par. 5, p. 39, par. 1 et 2)

— couches non-salariées (Projet p. 37, par. I, p. 33)

— jeunesse scolarisée et travailleurs intellectuels (Projet p. 40).

● parce qu'elles font naître une **conscience politique** : il ne s'agit plus seulement de la condition matérielle, mais de l'organisation du travail ; dans les villes et les campagnes, elles ont pour cible l'accaparement de toute l'existence par le capitalisme ; les mouvements des femmes et des jeunes butent directement sur l'idéologie dominante (difficilement, parce que traversés par des contradictions de classe) ; les luttes des minorités ethniques, des régions, mettent en accusation l'équilibre national-international entretenu par la bourgeoisie à son profit ;

● parce qu'elles forgent progressivement une **nouvelle unité** (Projet p. 32, 2).

● parce qu'elles sont **porteuses d'un nouveau mode d'organisation sociale** (id., 3). Bien sûr, il ne s'agit encore que d'un lent enfantement. Mais il montre bien que **ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas la « démocratie avancée », c'est le socialisme.**

II. — VERS QUELLE SOCIÉTÉ

1. Qui produit ? Pourquoi ?

a) La finalité de la croissance.

Si le débat sur « la société de consommation » alimente souvent l'utopie, pourtant il s'agit d'une vraie question : comment le développement des forces productives peut-il servir à l'épanouissement collectif ? La réponse fournie par l'objectif central de la société communiste — retourner ce développement au profit de la collectivité tout entière, pour le répartir « à chacun selon ses besoins » — relève-t-elle aussi de l'utopie ?

Oui, si on ignore la longue transition nécessaire, ou si, dès la première étape transitoire, on n'engage pas le combat contre le modèle de croissance, à tous les niveaux qui assurent sa survie :

● au niveau idéologique : le socialisme a su créer des besoins et en récupérer d'autres. Le socialisme est inconcevable sans la volonté continue de briser le carcan des valeurs imposées par la bourgeoisie ;

● au niveau politique qui décide — et comment — de l'orientation de la croissance, de la répartition des ressources, du mode de satisfaction (consommation individuelle ou collective) ;

● au niveau économique : arrêter le gâchis capitaliste, c'est à la fois réduire l'opposition entre production de masse et production de qualité, et réduire les prélèvements sur les ressources naturelles rares et vitales.

Le Programme Commun escamote le combat à ces trois niveaux. Car s'il est bon de parler de « priorité aux équipements collectifs » celle-ci peut très bien n'être qu'une variante du modèle de croissance capitaliste (cf. pays Scandinaves).

b) Les verrous qui doivent sauter.

● les deux premiers verrous concernent la propriété et le mode de décision. Ils sont inséparables.

Sans l'autogestion, la collectivisation des moyens de production n'entraîne pas nécessairement la maîtrise des finalités et de l'organisation du travail productif. Sans abolition de la propriété privée des moyens de production, les discours sur la gestion démocratique ne s'écartent guère du plan français actuel où l'on fait parler beaucoup de monde sur les besoins et leur satisfaction, mais où les décisions sont prises ailleurs.

Il convient donc de rappeler que la collectivisation des moyens de production est une condition essentielle de la construction du socialisme en précisant :

● que de manière générale la nationalisation est le résultat d'une lutte des travailleurs par laquelle à la fois ils redonnent à la collectivité des moyens de production et reconquièrent la disposition de leur force de travail. Elle résulte donc du niveau de conscience et du niveau général des luttes ;

● mais que pour que cela même soit possible, il faut un gouvernement mis en place par les travailleurs, disposant de puissants moyens de contrôle économique et financier, c'est-à-dire qu'il existe des nationalisations préalables : ensemble du capital financier — principaux trusts les plus rentables — monopole du commerce extérieur — ensemble des entreprises assurant de fait un service public.

III. — LA MARCHÉ VERS LE SOCIALISME

Proclamer le refus de l'insurrection minoritaire ne suffit pas, tant s'en faut, pour dire comment on s'acheminera au socialisme. Il ne s'agit pas d'écrire d'avance une histoire qui, de toute façon, sera faite par les masses, mais :

1. De réaffirmer que la majorité, celle des couches exploitées, doit **réaliser son unité**. Cette unité existe potentiellement (II) et doit se réaliser sous la direction de la classe ouvrière. Mais il ne suffit pas de constater les potentialités pour qu'elles deviennent réalités, ni de scander « Unité, unité » pour que les masses soient touchées par la grâce unitaire. C'est à travers les luttes qu'elle doit se former, et nous nous ferons pour tâche de toujours y contribuer.

2. De politiser les luttes des travailleurs à travers le contrôle ouvrier.

L'autogestion traduit de très anciennes espérances et de très anciennes pratiques de la classe ouvrière ; 1968 en France, le Mai rampant italien ont montré qu'elles étaient de plus en plus actuelles ; et ce n'est sûrement pas par hasard que les tanks soviétiques ont envahi la Tchécoslovaquie précisément au moment où s'y multipliaient les conseils ouvriers.

Mais on entretiendrait la confusion et on préparerait de graves désillusions si l'on imaginait que l'autogestion peut être un objectif de lutte séparément de la prise du pouvoir d'Etat. Et cependant, nous savons que la bataille d'aujourd'hui doit préfigurer la société de demain. Précisément, les luttes qui ont visé le blocage du pouvoir de décision du patronat et l'organisation du travail, caractérisées en outre par leur caractère démocratique (AG du personnel) et leur rupture fréquente avec la légalité bourgeoise s'inscrivent dans la perspective de l'autogestion : elles montrent non seulement qu'un contrôle d'ensemble des travailleurs sur la production est envisageable, mais, en faisant éclater les limites des grèves, en élargissant le combat anticapitaliste à d'autres entreprises ou à d'autres couches sociales, elles débouchent sur des mouvements de masse à caractère politique. Plus que jamais, le contrôle des travailleurs doit être — non pas un mot d'ordre abstrait — mais un axe de développement des luttes se traduisant dans chaque cas par des objectifs précis [ici, des exemples actuels fournis par les sections et groupes d'entreprise seraient très utiles]. Mais l'apparition d'embryons de nouveaux pouvoirs internes et externes à la production, l'extension et la coordination des luttes à l'échelle nationale débouchent inévitablement sur l'affrontement avec l'Etat bourgeois.

3. De ne pas éluder la **nécessité de la prise du pouvoir**.

a) L'attitude du PSU dans la période actuelle.

Les mois qui viennent vont être marqués par un affrontement électoral qui prendra un caractère de classe plus marqué que précédemment. Le PSU, pour sa part, a clairement choisi son camp et saura se montrer actif dans la lutte contre le pouvoir capitaliste. Mais l'accord PC-PS n'est pas de nature à mener au pouvoir des travailleurs. [Doit suivre un résumé des analyses du PSU sur ce sujet.] Néanmoins, sa victoire ouvrirait une brèche importante dans l'édifice de la bourgeoisie, en montrant aux travailleurs son affaiblissement et la possibilité pour eux de lui arracher des concessions importantes. Il faudra une mobilisation populaire permettant de réaliser d'abord, de dépasser ensuite, le projet réformiste dans la perspective du contrôle ouvrier et de l'autogestion. Une tactique de débordement peut s'appuyer sur les éléments du programme ressentis comme vitaux par les travailleurs ou sur ceux qu'ils leur substitueront.

b) En tout état de cause, l'affrontement (pas seulement électoral !) des travailleurs avec la bourgeoisie et son Etat est inévitable, elle a les moyens de résister et n'hésitera pas à les employer. Cet affrontement revêtira des aspects violents, sans qu'on puisse en déterminer à l'avance les formes, l'intensité et le moment. Il faut y préparer les travailleurs. La révolution, ce n'est pas seulement ça, mais ça passe par là.

Les moyens du combat socialiste ne sauraient cependant être contradictoires avec les nouveaux rapports sociaux que nous voulons établir : les formes de lutte et les objectifs devront être le fait des travailleurs eux-mêmes. Le choix du PSU et le refus des impasses légalistes ne signifie en rien que nous renonçons à utiliser aussi les moyens légaux dans la mesure où ils peuvent servir la lutte des travailleurs (législatives, mandats municipaux, etc.).

4. De **constituer progressivement une force révolutionnaire** importante capable de traduire en objectifs politiques les aspirations que Mai 68 a révélées. (Projet, de p. 99, dernier alinéa, à « le mouvement révolutionnaire français ».)

IV. — LES OBJECTIFS POUR AUJOURD'HUI

Changer la vie demain dans les rapports de propriété, de travail et de pouvoir suppose que dès aujourd'hui le combat anticapitaliste montre qu'un système alternatif à l'exploitation actuelle et qu'une vie différente sont

possibles. C'est donc dès maintenant et pas seulement après la conquête du pouvoir d'Etat que la lutte contre les divers aspects de la société capitaliste doit être menée. Notre objectif, un socialisme fondé sur l'autogestion, suppose que partout les travailleurs établissent leur contrôle sur leurs affaires : **contrôler aujourd'hui pour prendre en main demain**, tel est l'axe de notre combat actuel.

Les travailleurs n'auront en effet que ce qu'ils prendront. C'est bien pourquoi le PSU, au lieu de proposer un catalogue de lois à faire voter avec l'accord des forces capitalistes, dit aux travailleurs : Comptons sur nous-mêmes pour imposer notre contrôle sur tous les rouages de la société et de l'économie.

Dès aujourd'hui, notre lutte pour le contrôle doit s'exercer dans cinq directions :



1. Elever le niveau de vie.

SMIC à 1.000 F tout de suite, avec revalorisation sur la base d'un indice établi par les organisations de travailleurs ; mensualisation de l'ensemble des horaires ; augmentations uniformes des salaires ; intégration des primes fixes ; grille unique de l'OS à

l'ingénieur ; égalité effective des salaires masculins et féminins ; égalité des droits pour les immigrés ; intégration dans le temps de travail du temps des transports et de repas au travail ; blocage des prix des produits de grande consommation ; droit à la retraite à 60 ans ; retraite égale à 80 % au moins du salaire des dix meilleures années ; gratuité des soins de santé ; majoration des prestations sociales.

2. Changer les conditions de vie. (Résumé projet p. 85, § a, b, c.)

- **A l'entreprise** : L'une des conditions pour exercer ces contrôles est d'arracher aux capitalistes la propriété des grands trusts qui leur permettent de dominer la vie économique et politique. Il faut donc se battre pour la nationalisation, sans indemnisation, de la chimie, de la sidérurgie, de l'automobile, du crédit et de la banque, de l'aéronautique, de l'industrie d'armement, du pétrole, ainsi que des grands trusts de la construction électrique, de l'électronique, de l'information (Hachette).

- **Dans la ville** : Gratuité des transports en commun qui doivent bénéficier d'une priorité absolue ; collectivisation des sols à bâtir qui ne seront plus achetés à des prix spéculatifs ni rétrocédés aux promoteurs par les collectivités ; contrôle de l'ensemble des loyers et charges locatives ; construction massive de logements décents, loués en fonction des besoins, pour un loyer conforme aux ressources des familles et gérés par les usagers ; mise en place simultanée des équipements socioculturels nécessaires gérés par les usagers ; ouverture de l'urbanisme pour faciliter les rencontres, favoriser la souplesse du mode d'organisation de la vie, décloisonner les lieux de travail, d'éducation, de loisirs ; contrôle effectif de la ville par la population.

- **Dans le monde rural** : Contrôle des sols pour permettre à chaque travailleur de disposer de la terre qu'il travaille de façon individuelle ou collective ; contrôle sur les industries en amont (matériel agricole, engrais, aliments) et en aval (transformation de la production agricole) ; lutte pour des produits de meilleure qualité et plus sains.

3. Changer les rapports entre les hommes.

- **Dès la formation** qui leur est donnée : ce n'est pas en multipliant les écoles et le nombre d'enseignants, ni même en rendant moins onéreux l'enseignement qu'on empêchera l'école de fabriquer de futurs citoyens passifs de la société capitaliste, c'est en modifiant le contenu même de ce qui est enseigné. Les objectifs de lutte sont dès lors clairs : au-delà de la gratuité effective de l'enseignement, lutte contre la mainmise du patronat sur les crédiots de formation



permanente, liaison entre les usagers de l'école et les travailleurs pour définir de nouveaux objectifs de formation, libération de la pédagogie.

● **L'information**, qui est devenue un quasi-monopole de grands trusts, chloroformant l'opinion ou l'intoxiquant par la publicité, doit être rendue aux citoyens : contrôle des journaux actuels par des comités de journalistes, de travailleurs de la presse et de lecteurs ; mise à la disposition de comités d'usagers des nouveaux réseaux de télécommunications ; disparition du monopole étatique de l'O.R.T.F., remplacé par des chaînes régionales multiples confiées à des comités de travailleurs et d'usagers.

● **Une libre organisation de sa vie** implique que les sexes soient effectivement reconnus égaux et libres : à travail égal, salaire et responsabilité égaux ; même droit à la formation et au métier ; suppression de la double journée pour les femmes par la multiplication des équipements gratuits prenant en charge les enfants et les tâches ménagères ; transitoirement, institution d'une indemnité de travail ménager ; liberté totale et gratuite de la contraception ; droit à l'avortement libre et gratuit.

4 S'attaquer à l'appareil répressif de l'Etat.

— Police : suppression des corps de répression (CRS, brigades spéciales, GM), interdiction de l'emploi de la police contre les grévistes ;

— Justice : suppression des juridictions d'exception (tribunaux militaires, Cour de sûreté de l'Etat), élection des juges ;

— Armée : exercice par les soldats de tous les droits démocratiques, notamment politiques et syndicaux (expression, manifestation) ;

— Fiscalité : réduction des impôts répressifs sur les

petits consommateurs (TVA), majoration de l'impôt sur les hauts revenus et les successions, création d'un impôt sur le capital ;

— Institutions : dès que la force de la mobilisation populaire le permettra, suspension de la Constitution de la V^e République et réunion d'une Assemblée populaire constituante pour élaborer des institutions nouvelles.

5. Changer de rapports internationaux

Une victoire du socialisme ne peut se concevoir dans un cadre national. La lutte pour le socialisme en France passe donc

— Par le soutien effectif aux luttes menées sur tous les continents : peuples luttant pour se libérer de la tutelle impérialiste et néo-colonialiste, travailleurs d'Europe et d'Amérique Latine luttant pour le socialisme, travailleurs des pays de l'Est luttant contre la domination bureaucratique sous le drapeau de la démocratie socialiste ;

— Par le refus de l'opportunisme dans les relations économiques internationales, le contrôle populaire s'exerçant également à ce niveau ;

— Par la reconnaissance du droit des peuples sous domination coloniale ou néocoloniale de l'impérialisme français à obtenir leur indépendance ;

— Par un aménagement du statut des régions et nationalités minoritaires conforme aux vœux qu'elles exprimeront.

Jean Agasse, J.-L. Auduc, François Brousse, J.-M. Demaldent, Jean Francmèteau, Léo Goldberg, Cl. Gueneau, Ph. Guyot, Louis Lemée, Michel Mousel, Maurice Riodel, J.-L. Serre. Jean Verger.